

Morris, Michael A. Et Millan, Victor (Eds.) *Controlling Latin American Conflicts : Ten Approaches*. Boulder, Col., Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1983, 286 p.

Claude Morin

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701865ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701865ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morin, C. (1985). Compte rendu de [Morris, Michael A. Et Millan, Victor (Eds.) *Controlling Latin American Conflicts : Ten Approaches*. Boulder, Col., Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1983, 286 p.] *Études internationales*, 16(2), 447–449. <https://doi.org/10.7202/701865ar>

de leur ouvrage qui aurait pu être fort intéressante, s'enlise rapidement sous les lourdes descriptions de cette époque fort riche en événements. On ne parvient donc pas à se débarrasser d'une impression de confusion créée par un certain désordre au niveau des références historiques.

La partie suivante de l'ouvrage vise à poser et à vérifier bien méticuleusement le diagnostique de la révolution mexicaine en cherchant à vérifier deux hypothèses: 1) s'agit-il d'une révolution politique et bureaucratique où le pouvoir politique et économique serait passé en fin de compte aux éléments bourgeois? ou 2) s'agit-il d'une révolution politique et bureaucratique qui a amené une révolution sociale de type bourgeois? Après celle-ci la bureaucratie se serait détournée de ses alliances avec le prolétariat et la paysannerie pour s'allier à la bourgeoisie.

L'étude des années 1920-1940 fait bien ressortir le bouillonnement des idées, surtout de celles de gauche, qui alla mener notamment à l'encadrement du mouvement ouvrier à l'occasion de la création de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), confédération qui allait devenir plus tard une des composantes du parti au pouvoir.

La révolution mexicaine, malgré le fait qu'elle se soit déroulée dans un contexte bien particulier, allait influencer plusieurs autres révolutions en Amérique centrale et en Amérique du sud. Pour les auteurs, l'instauration de régimes populistes et nationalistes de type mexicain amène une grande stabilité politique dans les pays concernés, et ce malgré la menace constante de l'intervention extérieure.

Dans la dernière partie de cet ouvrage, les auteurs citent des extraits des oeuvres de théoriciens de la révolution mexicaine les plus significatifs, par exemple le professeur Enrique Semo, Lombardo Toledano, Adolfo Gilly Rafael Galvan etc. La révolution mexicaine aurait-elle été confisquée? C'est du moins ce que semblent conclure les auteurs en jetant un regard critique sur l'héritage laissé par les deux derniers présidents, Luis Echeverría et José López Portillo. Sous leur présidence, on assista à une dépendance accrue du Mexique

vis-à-vis du capital étranger, ce qui empêcha le gouvernement de mener à bien certaines des réformes qu'on croyait sérieusement lancées par la tradition révolutionnaire.

En somme, il s'agit d'un livre pour ceux qui cherchent un témoignage supplémentaire du cheminement marxiste de la révolution mexicaine.

André FARAND

Ministère des affaires extérieures, Ottawa

MORRIS, Michael A. et MILLÁN, Victor (Eds.) *Controlling Latin American Conflicts: Ten Approaches*. Boulder, Col., Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1983. 286 p.

Curieux paradoxe que cette Amérique latine dont les nations s'affirment toutes soeurs, héritières d'une même tradition ibérique, voisines par surcroît d'une superpuissance ombreuse, et qui pourtant constitue un continent secoué par des conflits de toutes sortes. Aux anciens conflits dérivés de frontières mal définies sont venus se superposer des conflits plus englobants, multidimensionnels, lesquels mettent à mal les mécanismes traditionnels de contrôle, de nature diplomatique ou militaire.

Il convient dans ce contexte de revoir les moyens propres à prévenir, sinon à juguler les conflits. C'est à cette tâche que s'attelle ce livre, fruit d'une collaboration exemplaire entre chercheurs des États-Unis et d'Amérique latine. Il proposerait dix approches. De fait le menu se révèle plus restreint: les douze chapitres m'apparaissent ressortir à six approches tout au plus, celles-là même que nous identifierons dans notre recension.

Rappelons d'abord l'une des prémisses de l'enquête, à savoir que les conflits récents procèdent le plus souvent d'un mélange de sources, tels les litiges frontaliers, de vieilles animosités, la course aux armements, les luttes d'influence entre grandes puissances, des affrontements entre systèmes politiques et économiques. Si l'imbrication des conflits me semble une évidence, il s'en faut que les cinq types de conflits qu'identifient les compila-

teurs soient sur un même pied. Les conflits « systémiques » (dictature/démocratie; capitalisme/socialisme) n'ont-ils pas la primauté, colorant les autres types, ceux concernant les ressources ou les frontières, ou ceux à propos des migrants-réfugiés? Les conflits « hégémoniques » ne trouvent-ils pas d'ailleurs leurs sources dans des rivalités entre puissances et nations désireuses de reproduire sur le mode de la subordination des variantes d'un même système face à un autre nulle part réalisé dans toutes ses potentialités libératrices et pourtant déstabilisateur par sa seule existence?

Mais revenons aux approches. Les solutions légalistes n'ont guère prospéré en Amérique latine: les traités et les conventions y sont demeurées, comme les lois, lettres mortes. J.C. Puig isole les causes de ces échecs réitérés.

Les négociations diplomatiques ne sont pas non plus la voie royale là où les gouvernements sont généralement dénués de légitimité. La guerre des Malouines est un bel exemple de quiproquo débouchant sur un affrontement armé. L'ouverture de discussions en 1966 – dans un différend vieux de 133 ans – avait entretenu l'espoir argentin d'une solution pacifique: la Grande-Bretagne n'admettait de fait que la coopération économique (destinée à réduire les coûts) alors que l'Argentine y voyait un pas vers la reconnaissance de sa souveraineté. La partie britannique utilisait les négociations à titre dilatoire. Dans le conflit centre-américain, l'administration Reagan n'en a appelé à des négociations que sous la pression, sans y croire, pour gagner du temps dans la mise en place de solutions politico-militaires. Les conditions d'une issue négociée, telles que les énonce Millan (pp. 63-64), n'ont pourtant rien d'extravagant.

Le contrôle des armements constitue une autre réponse. Trois chapitres s'emploient à en tracer les coordonnées. Manwaring a élaboré un indice de « capacité militaire relative » afin de mesurer le potentiel d'agression. Une hiérarchie se dessine: le pays le plus puissant – en l'occurrence, le Brésil – est cependant le moins belliqueux, sans doute parce que les civils ont toujours conservé le contrôle de la chancellerie d'Itamaraty. La déclaration d'Ayacucho en

1974 n'a pas empêché la prolifération des armements; en 1981, les dépenses militaires ont dépassé le cap des six milliards et les achats d'armes y sont pour beaucoup dans l'actuelle crise financière (en Argentine bien sûr, mais aussi au Pérou).

Devant la difficulté d'une surveillance respectueuse des souverainetés, ne vaut-il pas mieux oeuvrer à instaurer la confiance entre les nations, en s'inspirant, par exemple, de certaines mesures prévues dans l'acte final de la Conférence de Helsinki (1975) et en appliquant les mesures inscrites dans les chartes et déclarations régionales.

Les organisations inter-américaines devraient avoir une vocation conciliatrice. L'Organisation des États américains n'a été somme toute qu'un instrument des États-Unis au service d'une sécurité définie par eux seuls; elle postulait la coopération entre des pays et une superpuissance sur la base d'une identité d'intérêts: les États-Unis ont refusé d'en faire un forum de négociations. Aussi lira-t-on avec grand profit le chapitre sur le Système économique latino-américain, un forum de coopération créé en 1975 et auquel adhère 26 nations sises au sud du Rio Grande. Le SELA s'est révélé un cadre pour harmoniser des positions. Il y aurait pourtant beaucoup plus à en tirer, sans doute parce que les rivalités sont d'autant plus tenaces que les ressources et les moyens sont comptés et parce que les États-Unis ont joué à fond l'arme (ou l'appât) des relations bilatérales, en manipulant les divisions.

Aussi accueille-t-on avec scepticisme l'appel au consensus qui clot l'ouvrage. Morris reconnaît certes que les États-Unis et l'Amérique latine ne partagent pas les mêmes valeurs. Les controverses sur la zone économique exclusive et les droits de l'homme renvoient selon lui à une divergence dans ce que chaque partie met de l'avant. Les États-Unis proclament le principe de la liberté (des mers), l'Amérique latine réclame la justice (économique). Ici les libertés politiques sont secondes, là elles sont premières. Or il faudra plus que la réconciliation de vues divergentes sur la liberté et la justice pour fonder un consensus: la renonciation au paternalisme et à l'hégémonisme suppose une rupture avec ce qui a

constitué l'essentiel des relations entre les deux parties, intrinsèquement asymétriques. Le consensus devrait dépendre d'une identité d'intérêts, laquelle a toujours été revendiquée par l'une des parties pour mieux contenir les revendications de l'autre, sans que la première accepte de contenir sa propre puissance.

D'ailleurs deux lectures parallèles parcourent ce livre de facture autrement composite. Les conflits seraient d'autant moins contrôlables que l'Amérique latine n'est plus la chasse-gardée du colosse du Nord. Les acteurs externes se sont multipliés et l'équilibre interne s'est modifié. La course aux armements, bien documentée ici, reflète et accentue à la fois les tensions. La gestion des crises s'avère par conséquent plus compliquée, les éléments à neutraliser étant plus imbriqués. Les auteurs ne cèdent pourtant pas au pessimisme: il mettent en valeur les situations de collaboration entre pays traditionnellement rivaux, tels le Brésil et l'Argentine. L'autre idée, défendue par les collaborateurs latino-américains, est que la réduction des conflits passe par un recul de l'interventionnisme US ainsi que par une réelle démocratisation. Les solutions négociées sont contraires aux gouvernements autoritaires, enclins à exploiter l'insécurité extérieure afin de suppléer la légitimité à laquelle ils ne peuvent prétendre. Comment en outre un État pourrait-il revendiquer plus de participation et de justice dans les relations internationales et refuser ces mêmes droits à ses propres citoyens?

Voilà la matière de ce livre utile, riche en matériaux (signalons les nombreux tableaux), aux vues convergentes, assez unitaire par-delà la diversité des perspectives qui le portent, elles-mêmes dérivées de traditions politiques distinctes: un exemple en somme d'une collaboration entre universitaires désireux de contribuer par leurs travaux à la détente.

Claude MORIN

*Département d'histoire
Université de Montréal*

EUROPE DE L'OUEST

DONNEUR, André. *L'Alliance fragile: Socialistes et communistes français (1922-1983)*. Montréal (Qué.), Éditions Nouvelle Optique, 1984, 328 p.

Ce livre est d'une grande actualité sortant, comme il le fait, en pleine débacle de l'Union de la gauche en France. André Donneur nous aide à mieux saisir la complexité et la portée de l'éclatement de cette dernière alliance qui permit aux communistes et aux socialistes d'exercer ensemble le pouvoir depuis 1981. Là n'est pas le seul mérite de ce livre – tant s'en faut! En effet, Donneur fait l'histoire des stratégies politiques du Parti Communiste Français (PCF) et de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) – prédécesseur du Parti Socialiste actuel – en privilégiant l'analyse de l'évolution de leurs stratégies d'alliances. Son analyse politique se trouve ainsi enrichie par la dimension historique et permet de mieux comprendre le présent, à savoir la victoire éclatante des socialistes et le relatif déclin des communistes au printemps 1981. Il est nécessaire, certes, de jeter un regard attentif aux transformations de la société afin de comprendre l'évolution d'un parti politique, fut-il de gauche ou de droite, car il est évident qu'un parti baigne dans la société dans laquelle il évolue.

Par ailleurs, Donneur utilise une grille d'analyse qui donne au livre toute sa dimension didactique. L'analyse des stratégies politiques complexes des gauches communistes et socialistes est ainsi rendue plus accessible. Cette grille, élaborée par l'auteur dans le deuxième chapitre, est un outil permettant aussi d'analyser les alliances politiques en général.

La charpente de toute l'analyse des alliances entre communistes et socialistes se constitue à partir d'un questionnement ayant trait « aux facteurs de formation des alliances, à la distinction entre types d'alliances, au contour de celles-ci et aux rapports entre les partis alliés », et portant sur « les réalisations des alliances, les réactions des adversaires, les